



CONSEIL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

16 janvier 2017

Le Conseil, présidé par Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débutera à 9 h 30. Les ministres auront un échange de vues sur les **perspectives pour le premier semestre de 2017**.

Le Conseil se penchera sur l'évolution de la situation en **Syrie** depuis le débat qui s'est tenu lors de la dernière session, le 12 décembre 2016, et l'échange de vues que les dirigeants de l'UE ont eu lors du Conseil européen du 15 décembre. Les ministres devraient discuter du rôle de l'UE pour soutenir un cessez-le-feu total et une véritable transition politique en Syrie, sous l'égide des Nations unies, et pour permettre l'accès de l'aide humanitaire et la protection dans l'ensemble du pays. La haute représentante informera les ministres des efforts les plus récemment déployés dans le cadre de l'initiative régionale sur le futur de la Syrie ainsi que sur la conférence sur la Syrie et la région qui se tiendra à Bruxelles au printemps.

Au cours du déjeuner, les ministres discuteront du **processus de paix au Proche-Orient** à la suite de l'adoption de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité des Nations unies et de la conférence de Paris du 15 janvier 2017. Les ministres examineront les voies à suivre pour établir un accord de paix global, de préserver la viabilité d'une solution fondée sur la coexistence de deux États, et de renverser les tendances négatives sur le terrain.

Le Conseil devrait adopter sans débat des conclusions sur le Liban sur les élections présidentielles et la formation d'un nouveau gouvernement.

Possibilités de point presse:

+/- 8 h 30 (à confirmer)

Déclaration de la haute représentante, Federica Mogherini, avant la réunion

+/- 15 h 30

Conférence du presse - Conseil des affaires étrangères

[Les conférences de presse et manifestations publiques peuvent être suivies par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Syrie

Le Conseil se penchera sur l'évolution de la situation en Syrie depuis le débat qui s'est tenu lors de la dernière session, le 12 décembre 2016, et l'échange de vues que les dirigeants de l'UE ont eu lors du Conseil européen du 15 décembre. Depuis lors, un accord de cessation des hostilités en Syrie a été annoncé. Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2336 (2016) le 31 décembre 2016, dans laquelle il salue et appuie les efforts déployés par la Russie et la Turquie pour mettre fin à la violence en Syrie et lancer un processus politique à Astana, en tant que composante importante du processus politique sans exclusive dirigé par les Syriens et une étape majeure en vue de la reprise, à Genève le 8 février 2017, des négociations organisées sous l'égide de l'ONU.

Les ministres devraient discuter du rôle de l'UE pour soutenir un cessez-le-feu total et une véritable transition politique en Syrie, sous l'égide des Nations unies, et pour permettre l'accès de l'aide humanitaire et la protection dans l'ensemble du pays. La haute représentante informera les ministres des dialogues avec les acteurs régionaux clés récemment conduits dans le cadre de l'initiative de l'UE dans la région sur le futur de la Syrie. Cette initiative vise à trouver un terrain d'entente sur l'après-conflit en Syrie et sur la réconciliation et la reconstruction, en totale coordination avec les efforts des Nations unies et à l'appui de ceux-ci, et les discussions intra-Syriennes qui se tiendront à Genève par l'envoi spécial des Nations Unies de Mistura en février 2017.

Les ministres débattront également des éléments susceptibles d'être intégrés dans la communication conjointe à venir de la haute représentante et de la Commission européenne sur la stratégie de l'UE pour la Syrie, qui est prévue d'être présentée aux ministres en avril 2017.

L'UE et les États membres ont jusqu'ici mobilisé plus de 9 milliards d'euros aux fins de l'aide humanitaire et pour soutenir la stabilisation en réponse à la crise en Syrie. En février 2016, lors de la conférence de Londres sur la Syrie, ils s'étaient engagés à verser plus de 3 milliards d'euros pour la période 2016-2017.

Dans le prolongement de la conférence de Londres, l'UE accueillera une conférence à Bruxelles au printemps 2017, conjointement avec les Nations unies.

[Press release - second round of meetings in the framework of the EU regional initiative on the future of Syria - 10 January 2017 \(EN\)](#)

[Statement by the High Representative Federica Mogherini the announcement of a cessation of hostilities in Syria - 30 December 2016 \(EN\)](#)

[Syrie: réponse du Conseil à la crise](#)

[Memo: the EU and the crisis in Syria \(EN\)](#)

[Conclusions du Conseil relatives à la stratégie régionale de l'UE pour la Syrie et l'Iraq, ainsi que pour la menace que constitue Daech](#)

Processus de paix au Proche-Orient

Au cours du déjeuner, les ministres discuteront du processus de paix au Proche-Orient à la suite de l'adoption de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité des Nations unies et de la conférence de Paris du 15 janvier 2017. Ils envisageront les voies à suivre pour établir un accord de paix global, de préserver la viabilité d'une solution fondée sur la coexistence de deux États, et de renverser les tendances négatives sur le terrain.

Dans ses conclusions du 18 janvier 2016, le Conseil a exprimé sa préoccupation quant à la poursuite du cycle de violence en Israël et dans le territoire palestinien et a condamné les attentats terroristes et les actes de violence, quels qu'en soient les auteurs et les circonstances. Le Conseil a demandé aux responsables politiques d'œuvrer ensemble pour contribuer à un retour au calme et s'attaquer aux causes profondes des tensions. En Juin 2016, l'UE a salué à travers des conclusions du Conseil le communiqué conjoint relatif à l'initiative pour la paix au Proche-Orient adopté lors de la réunion ministérielle qui a eu lieu à Paris le 3 juin 2016. L'UE a appelé les deux parties au conflit de montrer, par des mesures et des actions, qu'elles sont réellement attachées à une solution pacifique, afin de rétablir la confiance réciproque et de créer des conditions propices à des négociations directes et constructives visant à mettre fin à l'occupation qui a commencé en 1967 et à régler toutes les questions relatives au statut définitif.

Le règlement du conflit israélo-arabe sur la base du initiative arabe pour la paix (2002), les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies pertinentes depuis 1947, ainsi que les accords déjà obtenues entre les parties, présente un intérêt fondamental pour l'UE. Un objectif commun est une solution fondée sur la coexistence de deux États, avec un État palestinien indépendant, démocratique, viable et d'un seul tenant vivant aux côtés d'Israël et de ses autres voisins dans la paix et la sécurité. L'UE a travaillé en sorte de maintenir le processus de paix au Moyen-Orient sur l'agenda international et soutenu les initiatives encourageant la volonté politique des gouvernements aussi bien israélien que palestinien et les étapes concrète vers une solution fondée sur la coexistence de deux États.

[Council conclusions on the Middle East Peace Process, 20 juin 2016](#)

[Conclusions du Conseil sur le processus de paix au Proche-Orient, 18 janvier 2016](#)

[Processus de paix au Proche-Orient \(site web du SEAE\)](#)

[Résolution 2334 \(2016\) du Conseil de sécurité des Nations unies](#)

[Report of the Middle East Quartet, 1 July 2016 \(EN\)](#)

Divers

Liban

Le Conseil devrait adopter des conclusions sans débat réaffirmant son soutien au processus démocratique au Liban et saluant l'élection récente du Président Michel Aoun ainsi que la formation d'un nouveau gouvernement mené par le Premier Ministre Saad Hariri. Il devrait appeler ce pays à tenir des élections législatives dans les meilleurs délais, en 2017, et à s'assurer qu'elles se déroulent sans heurts et dans la transparence.

Le Conseil devrait également réitérer l'importance de l'attachement actuel du Liban à la politique de dissociation à l'égard de tous les conflits régionaux, ainsi que saluer les efforts extraordinaires de ce pays pour accueillir plus de 1,1 million de réfugiés syriens.

[L'UE et le Liban adoptent les priorités de partenariat et le pacte](#)

[Conclusions du Conseil du 22 juin 2015 sur le Liban](#)

[Délégation de l'Union européenne au Liban](#)
